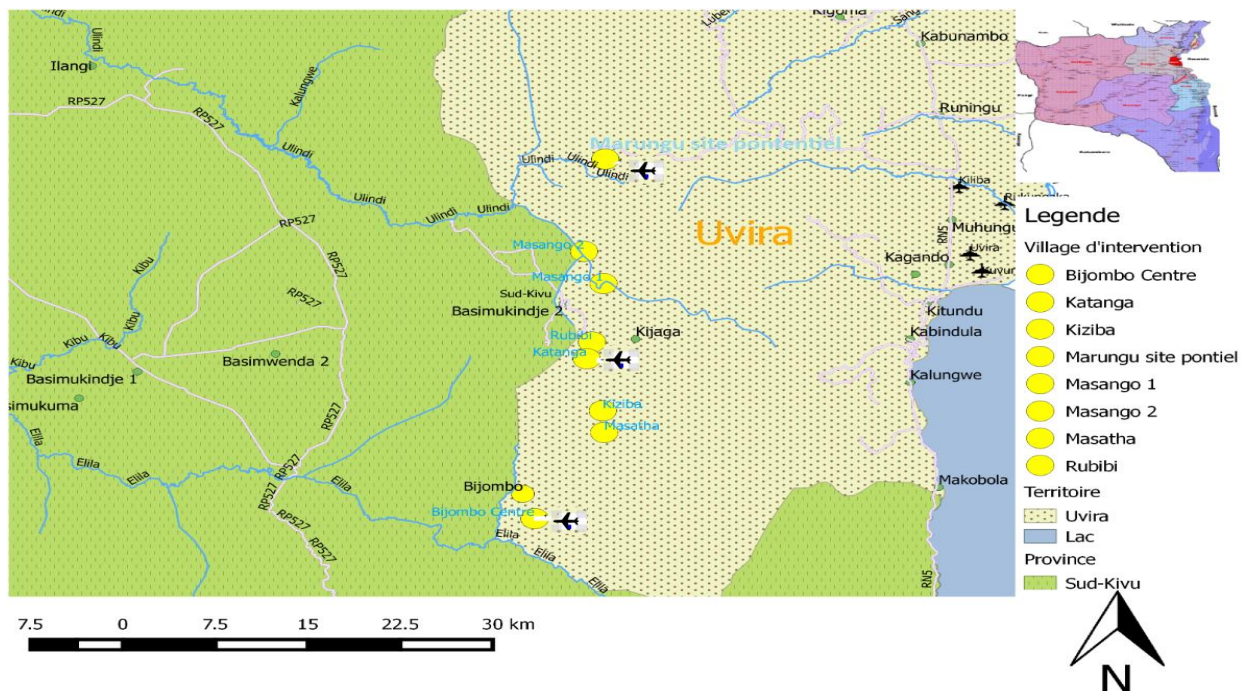


RAPPORT D'EVALUATION RAPIDE MULTISECTORIELLE DES BESOINS

Territoire : Uvira
Groupe : Bijombo

Axe : Masango – Bijombo Centre
Zone de sante : Hauts plateaux d'UVIRA
Période d'évaluation : du 22 Janvier au 01 mars 2019.



I. CONTEXTE GENERAL

Depuis avril 2018, le Groupement de Bijombo connaît une escalade de tensions intercommunautaires entre Banyamulenge et Bafuliru, Bembe, Nyindu. En mai 2018, la situation sécuritaire s'est sérieusement détériorée suite à des affrontements armés entre jeunes Banyamulenge et jeunes Bafuliru, Banyindu et Babembe. À la base de cette situation, on observe un climat d'animosité et de méfiance qui caractérise les relations entre ces communautés. Ces affrontements récurrents se sont traduits sur le terrain par des violences ponctuées de représailles contre des civils de la part des deux parties au conflit. Plusieurs évaluations dont celle de NRC du 30 avril au 07 mai 2017 font état des dégâts des énormes à la suite de ces affrontements (plus de 900 maisons incendiées, plus de 21000 personnes déplacés, quatre formations sanitaires fermées avec comme conséquence plus de 22000 personnes privées de soins de qualité, plus de 1500 élèves privés d'éducation et des bétails tués, grainiers incendiés,). Au mois d'août 2018, NRC a fait une nouvelle évaluation multisectorielle dans les localités de Masango, Marungu, Kagogo, Rudefwe et autres villages du groupement de Kigoma où une partie de la population de Bijombo avait pris fuite. Le rapport de cette évaluation a fait état des vulnérabilités alarmantes en vivres et articles ménagers essentiels. A la suite de cette évaluation, NRC a organisé une assistance en vivres pour une partie des déplacés (2506 ménages déplacés et leurs familles d'accueils). Au regard des gaps restants dans ce secteur et d'autres besoins non couverts, le NRC et d'autres

organisations ont reçu le financement du fond Humanitaire RDC pour apporter une réponse d'urgence aux gaps non couverts.

Dans le cadre de mieux comprendre l'évolution de la situation et mettre à jours les informations existantes, NRC a organisé une nouvelle évaluation multisectorielle des besoins du 21 Janvier au Premiers mars 2019. Au cours de cette nouvelle évaluation, le constat fait état d'environ 80% des ménages retournés dans certains villages à la suite de l'accalmie observée depuis le mois d'octobre et Novembre 2018 (Masango 1et 2, Ishenge, Masata et Irango). Sur le plan Humanitaire la situation reste dramatique après le retour des ménages en dépit de l'assistance reçue par certains pendant le déplacement, le constat fait état de plusieurs centaines des maisons incendiées contraignant plusieurs ménages retournés à vivre dans de petites cabanes exposées aux intempéries, de plusieurs cas d'assassinats, du manque des articles ménagers essentiels ,de la fermeture de la quasi-totalité des structures de santé et des écoles, de l'arrêt de fonctionnement de plusieurs marchés locaux et pillages des produits agricole et des énormes pertes des élevages pendant le déplacement. Actuellement il s'observe dans certains villages une reprise timide des activités agricoles et d'élevage et la reprise de cours dans certaines écoles non incendiées. Cependant au regard des dégâts enregistrés pendant cette crise, une assistance humanitaire multisectorielle s'avère pertinente.

I.1. Contexte Humanitaire et Mouvement des populations

Environ 80% des populations du groupement de Bijombo dans le Territoire d'uvira sont rentrés dans leurs villages depuis une série des déplacements entre 2017 et 2018. Par ailleurs, suite aux affrontements qui se déroulent actuellement dans le groupement de Lemera et Kigoma entre les FARDC et les forces étrangères, quelques ménages de ces groupements seraient en train de se déplacer vers les localités du groupement de Bijombo.

Tableau1. : Quelques chiffres sur la démographie

Population Générale(ménages)	Déplacés	Retournés	Population Hôte
17995	2699	14396	900

I.2.Contexte sécuritaire

Le groupement de Bijombo est contrôlé par des groupes armées d'auto dense locale. Cependant depuis le début de retour de la population dans différents villages (octobre 2018), la situation sécuritaire reste relativement calme ; par ailleurs les récents affrontements opposants les forces armées de la République démocratique du Congo aux groupes armés Burundais dans le groupement voisin de Kigoma ont occasionné quelques mouvements pendulaires de la population vers le groupement de Bijombo. En terme d'incidents sécuritaires, il a été signalé des cas de vol des vaches dans les villages de Muranvya et Masango ; quelques cas d'embuscades tendues à des femmes en provenance du marché de Mitamba ont été rapportées en date du 18 février 2019.

I.3 Accessibilité sur la zone

Le groupement de Bijombo est situé à environ 300km de la ville de Bukavu, ces villages sont accessibles à pieds à travers plusieurs axes :

- L'axe Uvira – Kirungu – Mitamba – Muranvya
- L'axe Runingu – Katobo –Marungu (Accessible par véhiculé) et Rudefwe – Masango(à pied)
- Axe Fizi. – Mwera - point Zéro – Mikenge – Bukundi – Kipanga – Kabumba – Bijombo.
- L'autre possibilité d'accès est celle de l'hélicoptère à travers certains points d'atterrissage dont celui de Bijombo centre, Katanga et Muranvya.

II. ANALYSE DES BESOINS SECTORIELS

II.1. Protection et Analyse sensible aux conflits

II.1.1. Analyse sensible aux conflits

Le groupement de Bijombo est habité par des communautés Bafuliru, Babembe, Banyindu, Twa et le Banyamulenge. Le Bafuliru forme la majorité de la population dans ce groupement et reçoit le soutien de Babembe, de Nyindu et de Twa contre la communauté Banyamulenge. Chaque groupe ethnique possède des jeunes armés se constituant en troupe d'autodéfense communautaire. Twirgwaneho appuyé par le Groupe armé Ngumino est de l'obédience Banyamulenge et pour d'autres communautés, c'est Bilozebishambuke appuyé aussi à leur tour par des Mai-Mai.

Ces deux blocs se disputent principalement la gestion du groupement de Bijombo. Actuellement, le groupement est dirigé par un Fuliru et, cela est contesté par le banyamulenge. Le groupement connaît aussi d'autres conflits tels que : Conflit entre agriculteurs et éleveurs, conflit inter ethnique, conflit armé et le conflit lié au vol des bétails.

La dernière crise qu'a connu la zone a commencé depuis le mois d'Avril 2018 jusqu'au mois d'Août 2018. Cette crise a secoué le groupement de Bijombo et enregistre plusieurs conséquences en terme de perte en vies humaines de la population civile plus au moins 35 cas de fusillade, plusieurs villages incendiés, des bétails volés, un important mouvement de population.

Des tendances de réconciliation engagée par le comité mis en place par le Gouvernement provincial du Sud Kivu depuis le mois de Septembre 2018 ont restauré un climat d'apaisement des hostilités dans la zone. Ce comité, avec l'accompagnement des chefs locaux et leaders, fournit beaucoup d'effort dans la pacification de la zone et s'investit aussi pour résoudre certains problèmes liés au vol des vaches.

Pour le moment, on remarque une restriction de circulation de la communauté Banyamulenge vers les centres occupés majoritairement par le Bafuliru et les autres communautés. C'est le cas de la route qui mène à Marungu via les villages Masango I et II. Une grande peur de représailles est toujours visible dans le chef de Banyamulenge.

II.1.2 Protection :

Au cours de cette période d'évaluation quelques incidents de protection ont été rapportés à la suite du conflit – inter ethnique, il s'agit entre autre :

- Attaques contre les structures sanitaires et les écoles suite aux conflits inter – ethnique avec comme conséquence la destructions, incendies des infrastructures et mobiliers, vol et pillage et vol des matériels
- Meurtres et tueries (Environ 30 personnes tuées entre mai et décembre 2019)
- Incendie des maisons avec conséquences la perte des logis et logement dans des cabanes d'urgence
- Vol des bétails entre les deux communautés en conflit
- Viols de 5 Femmes avec des présumés membres des groupes en date du 18 Février 2019 en provenance du marché
- Mariage précoce suite à l'ignorance de la loi et l'insuffisance des sensibilisations et multiplicité des groupes armés
- Enrôlement et utilisation des enfants dans les groupes armés suite à l'activisme des groupes armés

II.2. Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance.

La série affrontements qui ont opposé les communautés depuis l'année passée ont placé la quasi-totalité des ménages dans une situation alimentaire alarmante. Lors des enquêtes et visites des ménages, il se dégage que la plupart d'entre eux vivent la monotonie alimentaire (avec une consommation alimentaire essentiellement composée des pommes des terres non accompagnés ou accompagné uniquement des légumes). Durant la période d'évaluation, la seule culture en production de la zone est les pommes des terres. Cependant la récolte des maïs est prévue pour le mois de mai et juin. Notons par ailleurs que sur l'ensemble du groupement de Bijombo, les habitants de plusieurs localités ont raté la période de préparation du sol et de semis à cause de l'instabilité et plusieurs mouvements de déplacement. Cette situation prédit une période assez longue de l'insécurité alimentaire sur cette zone où l'agriculture est la principale activité économique. En rapport avec la possibilité d'approvisionnement, on note la quasi absence des

marchés, les pertes, vol des bétails et produits agricoles. Pour s'approvisionner, en dehors des petits marchés locaux à faibles capacités, les ménages fréquentent les marchés de Runingu et Uvira à deux jours de marche à pied sur un tronçon où les conditions sécuritaires restent instables. Pour faire face à cette situation de pénurie alimentaire, la plupart des ménages consomment les repas les moins chers et moins préférés, diminuent les nombres des repas et privilégient les repas des enfants au détriment des adultes

Tableau 2 : Score de consommation par statuts des ménages

STATUT	SCA (Food)
Global	21,8
Déplacés	20
Familles d'accueil	20,3
Retournés	20,4

Les données dans ce tableau montrent que l'ensemble des ménages (statuts confondus) sont dans une situation de vulnérabilité alimentaire avec un score alimentaire inférieur à 28.

Recommandations :

- Assister en Vivres d'urgence l'ensemble des ménages identifiés
- Un deuxième tour d'assistance en vivre est pertinent pour permettre aux ménages de couvrir cette période de soudure et atteindre les prochaines récoltes prévues en juin et juillet

Tableau 3 : Stratégie de survie utilisées pour les ménages

STATUT	ISS
Global	23,7
Déplacés	19,56
Familles d'accueil	15,64
Retournés	19,3

Les données dans ce tableau montrent que l'ensemble des ménages recourent aux stratégies négatives pour répondre à leurs besoins alimentaires. Parmi Ces stratégies utilisées, un nombre important des ménages consomment les repas les moins chers et moins préférés, diminuent les nombres des repas et privilégient les repas des enfants au détriment des adultes.

II.3. Articles Ménagers Essentiels et Abris

II.3.1. Articles ménagers essentiels

L'accès aux articles ménagers constitue un des réels problèmes que connaissent particulièrement les ménages déplacés et retournés. Durant les différentes séries des déplacements ces ménages ont perdu l'essentiel de leurs articles managés essentiels (ceux-ci ont été soit volés ou soit détruits avec les intempéries). A L'issu des entretiens et visites dans quelques ménages, le constat fait état de la quasi absence des articles ménagers essentiels (particulièrement les casseroles, les outils de stockage, puisage d'eau et les habits pour enfants). Face à l'incapacité de se procurer des nouveaux articles, les ménages utilisent quelques vieux articles qu'ils partagent avec les voisins et d'autres utilisent le même article pour différents services (cas de la casserole utilisée pour certains comme article de puisage et stockage d'eau). La particularité est aussi celle des enfants et autres membres des ménages qui portent le même habit pendant plusieurs semaines sans possibilité de changement.

Tableau 4 : Score card AME des ménages

STATUT	Score CARD AME
Global	3,5
Déplacés	3,7
Familles d'accueil	3,2
Retournés	3,6

Recommandations :

- Assister tous les ménagers en articles ménagers essentiels (Même les ménages Familles d'accueils sont dans la plupart d'entre eux incapable de s'en procurer)

II.3.2 Abris

La situation des abris est particulièrement alarmante dans les villages victimes des incendies des maisons (Masango Rubibi, Katanga, Tchanzovu 1 et 2, Mugogo, Muranvya). 70% déplacés vivent dans des familles d'accueils ou ils se confinent dans des petites cabanes avec les membres des familles hôtes. Il s'observe un niveau de promiscuité très avancé dans ces cabanes (10 à 15 personnes habitent la même case, les parents et les enfants de l'âge et sexes confondus partagent, pour la plupart des cas, la même pièce) et une forte exposition aux intempéries, surtout pendant cette période de saison pluvieuse. Les cabanes sont construites des sticks et terres battues ; les toitures sont en pailles, les portes et fenêtres en planches ou en bois souvent en mauvais état. Cette situation de manque d'abris justifie le faible retour constaté actuellement dans certains villages (cas des villages de Katanga, Rubibi et Tchanzovu). Dans ces villages il s'observe des signes des dégâts assez énormes qui témoigne du niveau de violence élevé (des villages complètement incendiés, des structures de santé et écoles complètement détruites)

Tableau 5 : Score abri par statut des ménages

Statut	SCORE ABRI
Déplacés	4,2
Familles d'accueil	3.1
Retournés	3,6
score abri Moyen	3.74
Score Minimum	1,37
Score Maximum	5

Maison incendiée, localité de Katanga



Les données dans ce tableau montrent la hausse de la tendance des vulnérabilités par statut des ménages (déplacés, retournés et famille d'accueil). Ces vulnérabilités craintes se justifient par le fait beaucoup de maisons ont été incendiées dans plusieurs villages et la catégorie des ménages déplacés en est plus victime.

Recommandations :

Assister en abris les ménages déplacés et retournés (particulièrement ceux des villages incendiés et des maisons détruites notamment Katanga, Rubibi et Tchanzovu)

II.4. Education

Malgré le nombre des écoles présentes (33), 95% de salles de classe ont des toitures en chaume, le mur en sticks et empusée très vétuste ,5% d'écoles en briques cuites les murs en mauvais états et menacent de s'écrouler. L'ensemble des écoles visitées n'ont pas de pupitres ou bancs fixes, les enfants s'assoient au sol ou fabriquent de siège de fortune. Notons enfin que le taux des enfants non scolarisation est élevé soit 68% à cause de la prise en charge des

frais scolaire par les parents. Il faut noter aussi un nombre important des enfants (environ 30%) sont encore en déplacement.

Tableau 6 : Synthèse des résultats de l'évaluation.

	Générale	Déplacés	Communauté d'accueil	Retournés
Population	89977	39000	13977	37000
Estimation de l'effectif d'enfants scolarisables (6-11 ans, 18% population total)	16195	7020	2515	6660
Attendus dans les 22 écoles	10796	4679	1676	4439
Nombre total d'enfants inscrits à l'école (dans les 22 évaluées)	3446	976		1204
Pourcentage d'enfants de 6 à 11 ans non scolarisés (estimation) pour les 22 évaluées	68%	79%		72%
Pourcentage d'enfants de 6 à 11 ans qui allaient à l'école mais n'y vont plus (Déperdition scolaire)	38%	nd	nd	nd
Pourcentage d'élèves parcourant plus de 4km pour atteindre l'école	42%	nd	nd	nd
Enseignants				
Nombre total d'enseignants	132	48	84	
Pourcentage d'Enseignants qui encadrent plus de 55 élèves/classe	nd	nd	nd	nd

Recommandations :

- Construire / Réhabiliter et équiper des salles des classes pour la plupart des écoles ;
- Construire des latrines et aménager des points d'eau dans les écoles ;
- Organiser des formations de renforcement des capacités des enseignants
- Doter des kits aux écoles (kits élèves, kits enseignants, kits didactiques, kits récréatifs)
- Renforcer le mécanisme communautaire de protection de l'enfant et Initier la promotion des droits de l'enfant
- Faire rentrer les enfants dans le système éducatif et les y maintenir,

Salle de Classe, EP Rubibi, GPS :



II.5 Eau Hygiène et assainissement

La majorité des localités visitées n'ont pas de sources aménagées, les ménages utilisent l'eau des rivières non traitée. La quasi-totalité des ménages n'ont pas de latrines, les quelques latrines existantes sont non hygiéniques, au cours des enquêtes ménages et focus groupes, les informations recueillies montrent que les ménages sans latrines utilisent la brousse et les rivières comme latrines, la plupart des ménages ne disposent pas des douches ni d'installation de collecte des déchets (trou à ordures). Les institutions publiques (Centre de santé et écoles) ne disposent pas aussi des infrastructures hygiéniques. Les ménages interrogés n'ont pas assez de connaissance sur les règles d'hygiène élémentaires, par exemple les moments clés de lavage des mains ne sont pas connus.

Recommandations : L'assistance actuelle fournie par NCA à travers les organisations locales AGAPE et Groupe Milima ne couvre pas tout le groupement de Bijombo (Aménagement 18 sources, 720 Latrines familiales dans les localités Muranvya, Kinyonyi et Kagogo et Ishenge

- Plaidoyer pour l'extension des activités pour les zones non couvertes
- Augmenter le paquet d'intervention par exemple dans le secteur de sensibilisation sur les règles élémentaires d'hygiène.

II.6. ICLA (Information, conseil et Aide légale)

II.6.1. Accès à la terre et au logement dans le milieu de déplacement

Il a été rapporté que 65% des déplacés, à leur arrivée, ont reçu de la terre pour la culture. Cependant l'appréciation de ces derniers par rapport aux espaces reçus n'a pas été satisfaisante : « les familles d'accueil et les chefs nous ont donné de la terre mais ces espaces sont très réduits », n'ont cessé de répéter la plupart des déplacés. Il s'avère que dans tous les milieux de déplacement, il y a eu beaucoup des déplacés par rapport à la terre disponible.

II.6.2 Sécurité Foncière

Dans le groupement de Bijombo, il existe deux types de droits fonciers : le droit de propriété individuelle ou collective et le droit d'usage. Ce premier consiste au fait que le détenteur dispose du pouvoir d'aliéner ce droit. Il est acquis par la donation de la terre par le chef de village moyennant une redevance ou par donation, héritage ou achat auprès d'un détenteur de ce droit. Même si le détenteur de ce droit déménageait du village et faisait beaucoup d'années ailleurs, la propriété de ce terrain lui est toujours reconnue. Le second consiste au fait que le détenteur a reçu la terre auprès du chef de village sous condition de ne pas avoir le pouvoir de vendre ni de céder ce terrain à une tierce personne. Il l'occupe et l'utilise pendant qu'il vit dans le village. S'il déménageait, le terrain reste entre les mains du chef de village qui peut l'attribuer à une tierce personne.

Dans tout le groupement, il n'y a aucun système de sécurisation foncière. En cas de problème de jouissance les occupants des terres comptent sur la protection des chefs qui leurs ont cédé verbalement la terre et sur d'autres témoins. Seul 1% d'églises et d'écoles d'échantillon de la population enquêtée ont des attestations de reconnaissance foncière délivrées par les chefs des villages et cela parce qu'elles en avaient fait la demande.

99% d'IDPs interviewés ont dit ne pas avoir des documents fonciers pour leurs champs, ni pour leurs parcelles laissés dans les villages d'origine.

Dans tous les villages évalués, 90% de chefs et de membres des conseils des villages et 95% de femmes nous ont déclaré qu'une femme mariée ne peut pas acquérir une terre à son nom ; surtout un terrain d'habitation. Elle doit faire intervenir son mari. Une veuve ou autre femme sans mari peut avoir la terre mais seulement sous le droit d'usage ; en moins qu'elle l'ait acquise par héritage auprès d'un décuju qui avait le droit de propriété sur ce terrain

II.6.3 Conflits fonciers

Comme dit plus haut, dans les localités de Masango ,Tchanzovu,Katanga ,Muranvya ; les cultures laissées par les déplacés ont été pillées ou détruites par les animaux. À leur retour ils n'osent pas évoquer cette question parce qu'ils n'ont pas des preuves des auteurs des pillages ni des propriétaires des troupeaux qui avaient détruit leurs cultures, ils les soupçonnent seulement.

Avant les déplacements tout comme après le retour, il existe des conflits des limites, surtout pour les champs. Pour leur résolution, ces conflits sont souvent soumis au conseil du village ou au conseil de famille qui procède à l'arbitrage pour la plupart de cas. Très peu de cas sont soumis aux autorités religieuses ou à la police. Quelques fois les groupes armés s'ingèrent dans la gestion des conflits.

Des conflits potentiels existent du fait que selon la coutume du milieu, les filles n'héritent pas de la même manière que les garçons. Elles ont moins de part que leurs frères. Et entre frères, le plus grand reçoit une part liée à son statut de plus âgé, en plus de la part égale avec ses cadets.

II.6.4 Documentation Civile

Il n'existe aucun bureau de l'état civil dans tout le groupement. Les déclarations des naissances, de légalisation des mariages sont presque ignorées de la population, à part quelques leaders qui en ont été informés dans des séminaires organisés par l'association CEDIER. Les couples vivent en union libre ou en possession d'état d'époux et les enfants ne sont pas déclarés à l'état civil.

Lors des évaluations des besoins, les déplacés ont affirmé qu'un effectif considérable de personnes avait perdu leurs pièces d'identités lors du déplacement. Pour d'autres, ces pièces d'identités ont été incendiées dans des maisons lors attaques des groupes armés.

Le manque des pièces d'identités ou d'une attestation de perte des pièces constitue un motif d'arrestations arbitraires des personnes aux barrières des militaires et des groupes armés. Des rançons sont exigées pour être libéré.

Recommandations :

- Plaidoyer pour rendre opérationnel les bureaux de l'état civil dans le groupement de Bijombo ;
- Accompagner la population locale dont leurs cartes d'électeurs ont été incendiées (attribution des attestations de perte des pièces);
- Pour le HLP (Logement, terre et propriété) accompagner la sécurisation foncière à base coutumière dans le but d'éradiquer ou réduire les conflits fonciers par la création des brigades foncières en vue de délivrer les documents fonciers de base.

III. BESOINS PRIORITAIRES ET RECOMMANDATIONS CLES :

Il ressort des différents échanges et discussions (Focus groupes et entretiens individuels avec les responsables des ménages) que les besoins prioritaires des ménages en ordre de priorité sont :

- Les vivres
- Les articles ménagers essentiels et abris
- La santé
- L'éducation et la poursuite des activités de médiation communautaire.

Tableau 7 : Modalité d'intervention Proposée

Modalité	Effectif	%
Cash direct	27	32 ,4
Distribution directe	15	18

Foire Fermée	78	49,6
Total des ménages enquêtés	120	100%

Les données dans ce tableau renseignent sur le choix des modalités de l'assistance. Il ressort de ces analyses que 49,6% des ménages enquêtés préfère les foires pour l'assistance, 32,4% sont pour le cash direct et 18%, la distribution directe. Quant à la distribution directe des cash, les ménages enquêtés estiment que cette modalité serait la source d'insécurité dans la zone et que les marchés sont presque inexistantes dans toutes les localités.

IV. IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

L'identification des bénéficiaires a pris en compte tous les statuts des ménages (Déplacés, Retournés, autochtones vulnérables et Familles d'accueils), Cependant compte tenu de l'accès physique et sécuritaires difficile, des ménages encore en déplacement, Cette identification n'a pas atteint l'ensemble des ménages en besoin.

Tableau 8 : Analyse des vulnérabilités des ménages identifiés par statuts, par localités

Localités	Score de consommation alimentaire				score AME >= 3.8	score Abris >= 3.5
	Acceptable	Limite	Pauvre	Grand Total		
Bijombo	14	14	380	408	190	178
Katanga	15	31	837	883	352	555
Masango1	18	21	888	927	382	740
Masango2	27	46	652	725	300	333
Masata	23	43	957	1023	520	716
Rubibi	1	0	86	87	48	74
	98	155	3800	4053	1792	2596

Les données de ce tableau renseignent sur le nombre des ménages identifiés dans les différentes localités et leur niveau de vulnérabilité en Vivres, Articles ménagers Essentiels et en abris. En se basant sur les lignes directrices de différents secteurs (seuil de vulnérabilité cluster SECAL, AME/ABRIS), sur le nombre total des ménages identifiés 4053 ménages, 3800 ménages sont vulnérables en vivres soit 93.76%, 1792 ménages sont vulnérables en AME soit 44.21% et 2596 ménages vulnérables en Abris soit 64.05%.

Il faut également signaler qu'après l'identification des bénéficiaires dans les différentes locales de Bijombo, un nombre important des déplacés se seraient déversés dans les localités de Masango1 & 2, on estime le nombre de la nouvelle vague des déplacés à 5000 personnes.

En analysant les capacités disponibles pour couvrir les besoins exprimés dans le groupement de Bijombo, NRC dispose une capacité de 10000 personnes pour les vivres, 10000 personnes pour les AME et 10000 personnes pour les abris. L'analyse des données de ciblage permet de dégager les gaps suivants en considérant la taille moyenne de 5 :

- Pour les vivres, capacité de réponse 10000 personnes, 19000 personnes en situation de vulnérabilité alimentaire, gap de réponse 9000 personnes ;
- Pour les articles ménagers essentiels, capacité de réponse 10000 personnes, 8960 ménages en situation de vulnérabilité en AME, capacité excédentaire de 1040 personnes ;

- Pour les abris, capacité de réponse 10000 personnes, 12980 personnes en besoin, gap de réponse 2980 personnes.